

## STOP A LA DROITE !

Le gouvernement est en difficulté.

### Pourquoi ?

A cause de la vie chère qu'il ne parvient pas à maîtriser et qu'au contraire il encourage : face aux travailleurs de la métallurgie et des Services publics qui sont à la pointe des luttes pour la défense du pouvoir d'achat, le gouvernement est du côté des responsables de la vie chère.

A cause d'une politique financière qui est dictée par les monopoles capitalistes et qui aura pour conséquence, en 1974, de placer la plupart des communes dans une situation encore plus compliquée (aux dépens des contribuables et des réalisations communales).

A cause de l'escamotage de la régionalisation qui est, en réalité, l'escamotage d'une revendication démocratique et qui laisse tout le terrain aux unitaristes, d'une part, et aux partis nationalistes, d'autre part.

A cause du Chili : l'ambassadeur belge était à Santiago depuis dix jours et les parlementaires socialistes ne le savaient même pas !

A cause du plan VdB qui nous prépare une armée de métier dangereuse pour la démocratie.

Voilà les problèmes fondamentaux dans lesquels le PSB et la démocratie chrétienne s'enlisent en raison de leur participation au gouvernement triparti, avec le PLP-PVV et les conservateurs du PSC-CVP.

Maintenant, la droite veut les enliser encore plus, en particulier le PSB. En effet, c'est surtout en utilisant les capitulations des dirigeants du PSB qu'elle tend un piège au mouvement ouvrier et démocratique tout entier.

Ce piège, c'est un replâtrage de la majorité gouvernementale pour continuer à aggraver la même politique, pour la pousser encore plus à droite.



.../..

Afin de réussir sa manoeuvre, la droite a recours à des menaces : ou bien le PSB sera renvoyé dans l'opposition sous les coups d'une campagne démagogique à laquelle le PLP-PVV donne le ton (affaire Anseele, Ibramco, etc.), ou bien on lui fera payer électoralement - et cher - le prix de sa participation à une mauvaise politique. A cela s'ajoutent les menaces que brandit la presse réactionnaire et qui visent le régime démocratique lui-même !

Il est grand temps d'en finir avec ce gâchis.

Il est grand temps que les forces ouvrières et progressistes reprennent l'initiative.

Plus que jamais, il faut que toutes les forces ouvrières et progressistes se rejoignent dans l'opposition à la politique des monopoles capitalistes :

- sur la base des luttes de masse réelles qui se mènent en ordre dispersé contre les effets de cette politique;
- pour faire échec à la politique d'austérité, aux restrictions budgétaires au détriment des secteurs sociaux, de l'enseignement et des communes, à la constitution d'une armée de métier et à l'offensive anti-démocratique de la droite;
- pour préparer ensemble un programme de combat contre le pouvoir des monopoles capitalistes et pour ouvrir la voie à une solution de rechange démocratique fondée sur l'unité des travailleurs et l'union des progressistes.

Le Parti communiste de Belgique.



# Fonds de roulement 1973

<u>Alverden</u>	<u>Fédérations</u>	<u>Sommes déclarées</u>	<u>Sommes versées</u>	<u>Remarques</u>
22.000	BORINAGE X	12.500	5.000	D.R. 27-9-73 66566
24.000	BRABANT WALLON	2.500	10.000	
24.000	CENTRE	26.250	10.500	D.R. 7-7-73 36045
80.000	CHARLEROI	120.000	42.000	D.R. 5-10-73 145149
24.000	HUY	21209	8484	
128.000	LIEGE	100.000	40.000	D.R. 12-10-73 287580
4.000	LUXEMBOURG X	—	—	
24.000	NAMUR	10237	4095	
12.000	OURTHE-AMBLEVE	25.000	10.000	
24.000	THUDINIE X	—	—	
60.000	TOURNAI	54692	27346	
16.000	VERVIERS X	—	—	
	Total	394888	163425	
80.000	ANTWERPEN •	200.000	80.000	Non réalisé R.V. 20-7-73 240000
40.000	DENDERSTREEK	82.500	33.000	
32.000	GENT	50.000	20.000	
6.000	LIMBURG X	—	—	
12.800	NOORD BRABANT •	32000	12.800	plan réalisé
24.000	WEST-VLAANDEREN X	—	—	
	Total	364.500	145.800	
128.000	BRUXELLES	200.000	80.000	
814.000	Total général	959388	389225	



PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

-----  
Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 22 octobre 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

---

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 26 OCTOBRE 1973 A 9 H.30.

=====

A l'ordre du jour :

-----

- Situation politique et sociale.

Fraternellement,

L. VAN GEYT.



Novembre 1973

BP22\_1973\_11



PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

-----  
Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 30 octobre 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE  
-----

Chers Camarades,

Le prochain Bureau politique aura lieu

VENDREDI 9 NOVEMBRE PROCHAIN.

=====

Bien fraternellement,

L. VAN GEYT  
Président.

P.S. Vendredi 2 novembre, une permanence fonctionnera  
au siège central.



PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

-----  
Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 6 novembre 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE  
-----

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 9 NOVEMBRE 1973 A 9 H.30.  
=====

Ordre du jour :

- Situation politique et sociale.

Fraternellement,

L. VAN GEYT.

N.B. pour les membres du Bureau wallon  
=====

Il y aura éventuellement Bureau wallon vendredi  
après-midi pour clôturer la discussion entamée  
au précédent Bureau.

Prière donc de réserver le début de l'après-  
midi de ce vendredi.



Communiqué.

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique s'insurge contre les manoeuvres des monopoles pétroliers qui, une fois de plus, tentent d'utiliser la situation au Moyen-Orient, pour augmenter arbitrairement les prix des produits pétroliers.

Il se félicite de la résistance opposée à ces manoeuvres à la commission des prix, en particulier par les représentants des organisations syndicales qui ont dû constater une fois de plus, à cette occasion, que le gouvernement s'était rangé aux côtés des magnats du pétrole et des sociétés multinationales qu'ils représentent en Belgique.

Ainsi, il devient de plus en plus clair que le pays ne pourra surmonter les graves problèmes que lui pose la poussée inflationniste des prix dans le secteur de l'énergie, où le pétrole occupe une place déterminante, qu'en brisant l'emprise des sociétés multinationales sur ce secteur, ce qui implique sa nationalisation.

Dans l'immédiat, aucune augmentation des prix des produits pétroliers ne peut être acceptée.

Le Bureau Politique du P.C.B.

Bruxelles, le 9 novembre 1973.



# TRACT "STOP A LA DROITE"

<u>BORINAGE</u>	:	3.000	Carbochimie - Laminoirs de Jemappes - Câbleries de Dour - Gare de Mons
<u>BRAB. WAL.</u>	:	3.000	
<u>BRUXELLES</u>	:	10.000	Volkswagen - 3 sièges de MBLE - Grands magasins CGER et autres
<u>CENTRE</u>	:	3.500	Gares de La Louvière - Soignies - Haine St Pierre
<u>CHARLEROI</u>	:	10.000	Grandes usines (Hainaut Centre - Caterpillar - ACEC - Providence - Thy-le-Château - AMF - Glaverbel)
<u>HUY</u>	:	2.000	
<u>LIEGE</u>	:	20.000	Grandes usines (Cockerill-Ougrée - F.N. - Chertal - etc.)
<u>Luxembourg</u>	:	-	
<u>NAMUR</u>	:	-	Le CF du 23/10 a décidé que la fédération ne savait pas le faire.
<u>OURTHE/A.</u>	:	-	
<u>THUDINIE</u>	:	-	
<u>TOURNAI</u>	:	500	différentes petites usines métallurgiques
<u>VERVIERS</u>	:	-	
<u>Kempen</u>	:	6.000	
<u>ANTWERPEN</u>	:	21.000	Shop - Bell Telephone - GMC - Cockerill - Diamant - Port - Ford Motor - Gevaert + Ekeren - Quartier Sepo etc. (texte adapté)
<u>DENDER</u>	:	2.500	
<u>Gent</u>	:		texte semblable a été publié dans "E 3" + journaux habituels d'entreprise et de quartier
<u>Limburg</u>	:	1.500	quartiers de Tongres + autres communes
<u>Courtrai</u>	:	4.000	Pikanol (Ypres) - Bekaert (Zwegegum) - De Witte-Lietaer (Louwe) - Textile (Harelbeke)
<u>Louvain</u>	:	2.000	Trebos (usine) + quartiers de Louvain
<u>Malines</u>	:	3.000	<del>sera fait</del>
<u>Ostende</u>	:	1.500	<del>pas encore fait</del>
<u>Bruges</u>	:		



*Cd. Cl. Renard*

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

                      
Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 12 novembre 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 16 NOVEMBRE 1973 A 9 H.30.  
=====

A l'ordre du jour :  
-----

- Examen du projet de Budget 1974.
- Echange de vues au sujet des candidatures pour le prochain C.C.

Fraternellement,

L. VAN GEYT.



# B U D G E T    7 3

## RECETTES

	B	C
Cotisations	55	50
Parlementaires	492	561
F.C.	60	49
Secteur	1333	1333
	<hr/>	<hr/>
	1940	1993
Déficit		16(18)
		<hr/>
		2009 (2011)

## DEPENSES

	B	C
Salaires etc.	1349	1376
Idéologie	16	14
Jeunes	45	31
Subs.org.masse	58	40 (41)
Aides spéc.	14	16 (17)
Solidarité	101	84
F.G.	150	172
Congrès	20	44
Imprévus	20	65
Prop.	167	167
	<hr/>	<hr/>
	1940	2009 (2011)



F.C

15/11/93

Versements  
attendus

Fédérations	Objectif	A Verser	Versé	Jaunes corresp.	
BORINAGE	180.000	72.000	50.000	45.000	15.000
BRABANT WALLON	60.000	24.000	10.000	25.000	5.000
CENTRE	60.000	24.000	10.500	26.150	5.000
CHARLEROI	240.000	80.000	58.000	145.000	10.000
HUY	60.000	24.000	8.932	22.329	
LIEGE	320.000	128.000	40.000	100.000	60.000
LUXEMBOURG	10.000	4.000	—	—	
NAMUR	60.000	24.000	4.095	10.237	
OURTHE-AMBLEVE	80.000	12.000	10.000	25.000	
THUDINIE	60.000	24.000	—	—	
TOURNAI	120.000	60.000	44.846	89.692	10.000
VERVIERS	40.000	16.000	—	—	
Total	1.220.000	492.000	216.343	518.508	
ANTWERPEN	200.000	80.000	80.000	200.000	
DENDERSTREEK	100.000	40.000	35.000	82.500	
GENT	80.000	32.000	32.000	80.000	
LIMBURG	15.000	6.000	—	—	
NOORD BRABANT	32.000	12.800	12.800	32.000	
WEST-VLAANDEREN	60.000	24.000	15.000	6.000	
Total	487.000	194.800	172.800	400.500	
BRUXELLES	320.000	128.000	80.000	200.000	15.000
Total général	2.027.000	814.000	469.143	1.119.008	



# COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique attire l'attention du mouvement ouvrier et des forces progressistes sur le fait que le ministre de la Défense nationale, Vanden Boeynants, développe actuellement ses manoeuvres en vue de réaliser son plan pour la constitution d'une armée de métier.

Le Bureau politique rappelle que le Parti communiste s'oppose radicalement à ce type d'armée qui correspond aux vues politiques des forces les plus hostiles à la paix, à la démocratie et au progrès social.

Le Parti communiste considère qu'il faut aller vers une armée axée sur la défense nationale, donc dégagée de l'emprise de l'OTAN, ce qui implique le retrait des troupes belges d'Allemagne où elles font partie du "dispositif avancé" de l'OTAN.

Le Bureau politique du  
Parti communiste de Belgique.

Bruxelles, le 16 novembre 1973.



# COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique constate que grâce à la complicité du gouvernement, les sociétés multinationales groupées dans la Fédération pétrolière ont imposé l'augmentation des produits pétroliers, y compris sur les stocks, sans la moindre justification et sans contrôle.

Il s'insurge contre cette décision et exige avec les organisations syndicales, que le mazout à usage domestique soit repris à l'index des prix de détail.

Ce mauvais coup de la Fédération pétrolière met en évidence la nécessité pour les travailleurs organisés de développer leur lutte contre la vie chère et, notamment, de se montrer exigeants vis-à-vis du grand patronat à l'occasion du renouvellement des conventions.

Le Bureau politique du  
Parti communiste de Belgique.

Bruxelles, le 16 novembre 1973.



### Communiqué.

Depuis quelques jours, la répression fasciste sévit à nouveau dans toute sa brutalité, en Grèce. Des dizaines de morts, des centaines de blessés, d'innombrables arrestations, voilà comment le régime des colonels répond à la volonté populaire d'obtenir plus de libertés démocratiques.

Il n'a fallu que quelques semaines aux autorités grecques, après la proclamation de la pseudo-république, pour démontrer clairement au peuple grec et à l'opinion publique avec quel cynisme, le retour à des pratiques politiques normales, proclamé par eux-mêmes, a été foulé aux pieds. A Athènes, comme au Chili, ce sont les tanks, la réaction militaire, la grande bourgeoisie qui sévisent.

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique exprime son indignation devant les événements qui viennent de se produire à Athènes et ailleurs en Grèce. Il se déclare solidaire des étudiants et des ouvriers qui poursuivent résolument la lutte pour des droits et des libertés démocratiques.

Il demande l'arrêt de la répression et la libération immédiate des personnes arrêtées, et insiste pour que les forces ouvrières et démocratiques de notre pays organisent plus largement leur solidarité envers les antifascistes et démocrates grecs.

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique demande également que le gouvernement belge prenne ses distances publiquement à l'égard du pouvoir dictatorial grec, qu'il exprime sa sympathie à ceux qui, en Grèce, au risque de leur vie et de leur liberté, font leur la cause de la démocratie, et qu'il intervienne pour obtenir l'arrêt de la répression sanglante et la libération des personnes arrêtées.

Le Bureau politique  
du Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 20 novembre 1973



PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

-----  
Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 19 novembre 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE  
-----

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 23 NOVEMBRE 1973 A 9 H.30.  
=====

A l'ordre du jour :  
-----

- Situation politique et sociale.
- Poursuite examen Budget 1974.

Bien fraternellement,

L. VAN GEYT.



24/11/73

Fédérations	Objets à Verser	Versé	Somme correspond.	
BORINAGE	120.000	72.000	30.000	45.000 D.R. 18-11-73 31.945 fr.
BRABANT WALLON	60.000	24.000	10.000	25.000
CENTRE	60.000	24.000	10.500	26.250 D.R. 7/9 - 36.045 fr
CHARLEROI	220.000	80.000	58.000	145.000 D.R. 9/11 - 160.339 fr
HUY	60.000	24.000	8.932	22.329 D.R.
LIEGE	320.000	128.000	55.000	137.500 D.R. 23/11 - 345.720 fr
LUXEMBOURG	10.000	4.000		
NAMUR	60.000	24.000	4.095	10.234
OURTHE-AMBLEVE	20.000	12.000	10.000	25.000
THUDINIE	60.000	24.000		
TOURNAI	120.000	60.000	44.846	89.692
VERVIERS	40.000	16.000		
Total	1220.000	492.000	231.373	55.608
ANTWERPEN	20.000	8.000	8.000	12.000 plan réalisé
DENDERSTREEK	100.000	40.000	33.000	82.500
GENT	80.000	32.000	32.000	80.000 plan réalisé
LIMBURG	15.000	6.000		
NOORD BRABANT	32.000	12.800	12.800	32.000 plan réalisé
WEST-VLAANDEREN	60.000	24.000	6.000	15.000
Total	487.000	194.800	161.800	502.500
BRUXELLES	320.000	128.000	90.000	206.000
Total général	2027.000	894.000	475.173	1165.508



PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

-----

Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 26 novembre 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

-----

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 30 NOVEMBRE 1973 A 9 H.30.

=====

A l'ordre du jour :

-----

- Situation politique.
- Préparation C.C. du 8/12.

Fraternellement,

L. VAN GEYT.



Décembre 1973

BP 22\_1973\_12



COMMUNIQUE DU GROUPE PARLEMENTAIRE DU PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Dès réception de l'appel du Front Commun F.G.T.B.-C.S.C. des salariés des ACEC-CDC-ELPHIAC INTERSIEGES, adressé aux Présidents des partis politiques au sujet de la menace de réduction de l'emploi en dépit des engagements de la direction Westinghouse et CEAT et de la motion adoptée le 3 mai 1972 par la Chambre unanime sur proposition des Présidents des groupes Socialiste., Social-Chrétien, Communiste, le groupe parlementaire communiste s'est mis en rapport avec les Présidents des autres formations politiques pour leur proposer une concertation sur les points suivants :

- 1) susciter dans l'immédiat, un débat parlementaire par des interpellations simultanées ou convergentes en vue d'appuyer les revendications du Front Commun;
- 2) l'adoption par les Partis Politiques d'une prise de position commune ou à tout le moins convergente;
- 3) demander aux fédérations des partis politiques en cause dans les quatre sous régions concernées par ce problème, de se mettre à la disposition des travailleurs de chacun des sièges pour leur apporter l'appui politique nécessaire en vue de l'aboutissement de leurs revendications en matière d'emploi.

Le groupe parlementaire communiste compte sur des initiatives et réponses des formations politiques auxquelles il s'est adressé.

Bruxelles, le 4/12/1973

Pour le groupe

M. LEVAUX

Député.



# COMMUNIQUE

La vie de Luis CORVALAN, Secrétaire général du Parti Communiste Chilien, est gravement menacée et dans l'immédiat. Des nouvelles venant du Chili démontrent que la junte traduira prochainement le camarade CORVALAN devant un tribunal de guerre. Et il ne fait pas de doute que celui-ci le condamnerait à mort.

Le camarade CORVALAN est prisonnier sur l'île Dawson. Il y est soumis à un régime qui l'expose à un épuisement total, qui vise à le miner tant physiquement qu'intellectuellement. Il est certain que la clique des généraux fascistes, sous la direction desquels l'emprisonnement et l'assassinat de démocrates chiliens continuent sans cesse, veut éliminer Luis CORVALAN et, avec lui, un des plus chauds partisans et porte-parole de l'Unidad Popular, et un des compagnons les plus conséquents du président ALLENDE.

Arrêtez la répression ! Sauvez Luis CORVALAN ! Nous lançons cet appel urgent à tous les travailleurs, à tous les démocrates, à toutes les organisations du pays.

Adressez vos protestations à l'Ambassade du Chili, 15, Boulevard de l'Empereur à 1000 Bruxelles.

Arrêtez la main des assassins !

Le Bureau Politique du  
Parti Communiste de Belgique

Bruxelles, le 6 décembre 1973.



1000 Bruxelles, le 6 décembre 1973  
avenue de Stalingrad, 29

Demande d'interpellation adressée à M. CLAES, Ministre des Affaires Economiques

---

au sujet des mesures que le Gouvernement et le Ministre des Affaires Economiques comptent prendre pour assurer le maintien et le développement du volume de l'emploi dans les Entreprises ACEC-CDC-ELPHIAC au niveau de chacun des sièges, et pour empêcher la réduction de l'emploi qui se poursuit depuis deux ans malgré les engagements des directions actuelles de Westinghouse et de CEAT et malgré la motion adoptée le 3 mai 1972 par la Chambre unanime au sujet du respect des dits engagements.

-----  
JUSTIFICATION

Le Front Commun FGTB-CSC des salariés des ACEC-CDC-ELPHIAC "Intersièges" s'est adressé récemment aux présidents des formations politiques pour leur exprimer leur inquiétude quant au non respect par les directions de ces entreprises, Westinghouse et CEAT des engagements contractés pour assurer le maintien du niveau de l'emploi, tant qualitatif que quantitatif à court terme et son développement à moyen et long terme.

Malgré une motion votée le 3 mai 1972 par le Parlement unanime, sur proposition des groupes Socialiste, Social-Chrétien et Communiste et visant au respect de ces engagements, la situation de l'emploi continue à se dégrader. De mars 1970 à août 1973, le nombre d'emplois salariés est passé de 10.908 à 8.915 et l'incertitude pour l'avenir s'accroît.

Monsieur le Ministre pourrait-il informer

- 1) des mesures qu'il aurait prises pour faire respecter le volume de l'emploi à l'Intersièges" et au niveau de chacun des quatre sièges
- 2) des moyens qu'il compte mettre en oeuvre pour le cas où la direction maintenait le non respect de ses engagements et continuait



à porter atteinte au volume de l'emploi.

3) s'il n'estime pas que l'Etat devrait en cas de persistance de la direction dans son refus, se déclarer prêt à prendre la relève en mettant l'entreprise, soit sous régie ou sous toute autre forme d'entreprise publique.

L. VAN GEYT

Député



PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

-----

Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 3 décembre 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 7 DECEMBRE 1973 A 9 H.30.

=====

Ordre du jour :

- Situation politique.
- Préparation séances du 8/12.

Fraternellement,

L. VAN GEYT.